

Introduction du colloque

Élever le débat



Denis Sieffert
Journaliste, directeur de Politis

Je voudrais tout d'abord remercier Jacques Boutault, maire du deuxième arrondissement, de nous accueillir dans cette belle salle, ainsi que nos partenaires, Sciences citoyennes, Global Chance et AITEC, dont certains représentants ici présents, comme Benjamin Dessus, Gus Massiah ou Jacques Testart, qui ont beaucoup contribué à l'organisation de ce colloque, sont bien connus des lecteurs de Politis.

Nous venons de recevoir l'ordre de renvoi devant le tribunal correctionnel, suite logique de la plainte en diffamation intentée par Claude Allègre contre Politis et les auteurs de la tribune « Claude Allègre, question d'éthique » parue en juin 2009. Nous avons, dès le mois de juin, avec Médiapart, répliqué en lançant une pétition et organisé une réunion au sujet de cette affaire.

Aujourd'hui, nous allons évidemment répondre à cette incrimination, répondre au provocateur, à l'imposteur comme le nomme Sylvestre Huet dans le titre même de son livre, d'un imposteur qui joue en particulier sur la notion de doute que revendique la communauté scientifique, en la dévoyant, en l'instrumentalisant à son profit pour aboutir à une sorte de relativisme absolu qui finit par anéantir toute certitude, au service d'intérêts particuliers et au déni de l'intérêt public.

Mais nous allons surtout tenter, grâce à ce colloque, d'élever le débat et d'interroger l'idéologie positiviste aujourd'hui vieille d'un siècle et demi. En effet, après avoir accompagné et favorisé l'émancipation initiale

des sociétés, la science semble échapper aujourd'hui à tout contrôle démocratique, et se considère comme l'expression même de la démocratie, alors que nous avons vécu le nazisme, le stalinisme et aujourd'hui un productivisme néolibéral qui ont montré, ou montrent, que la science peut aussi servir de très mauvaises causes.

Ce n'est pas par hasard que Politis se trouve au cœur de ce débat : depuis le manifeste positiviste de Heidelberg en 1992, et l'appel à la raison lancé par quelques unes des personnalités présentes à ce colloque, nous nous sommes toujours impliqués dans cette question centrale des relations entre science et démocratie. Mais c'est aussi parce que nous, journalistes, devons balayer devant notre porte. En effet, la question du contrôle citoyen des avancées scientifiques pose la question de la médiatisation de la science. Souvent par paresse, mais aussi, hélas, par soumission à des intérêts économiques, les journalistes ne remplissent pas leur rôle dans ce domaine. Peut-être faut-il aussi se pencher sur cette idéologie qui imprègne nos pratiques et qui consiste, sous prétexte d'objectivité, à rechercher de fausses symétries, comme si la vie était symétrique, entre vérité et mensonge, en les mettant simplement en scène pour en faire un spectacle.

Quant à nous, à Politis, nous prenons parti, nous affichons nos opinions, nous ne sommes pas dans le mirage de l'objectivité et c'est la raison pour laquelle il nous semble logique que nous nous trouvions au cœur du débat d'aujourd'hui.



Un combat politique contre le conservatisme

Jacques Boutault

Membre d'Europe Ecologie-les verts, maire du deuxième arrondissement de Paris

Je me réjouis de vous apporter le salut républicain et d'accueillir votre colloque dans cette salle municipale du deuxième arrondissement. Je voudrais d'abord vous dire pourquoi, en tant que maire de cet arrondissement j'ai souhaité accueillir ce colloque. C'est à partir du constat qu'aujourd'hui nous sommes dans un paysage médiatique français catastrophique puisqu'on cumule un audiovisuel public complètement sous contrôle du pouvoir politique, avec des présidents de chaîne nommés par le Président de la république, qui va jusqu'à intervenir sur le contenu des programmes et considère le président de France Télévision comme un de ses ministres, et des médias privés qui, spécificité française, sont pour la presse écrite majoritairement contrôlés par des marchands d'armes et, pour la presse audiovisuelle, la propriété de grandes entreprises capitalistiques.

Dans ces conditions, l'indépendance des médias et de son expertise rejoint la question de l'indépendance de l'expertise scientifique. C'est bien cette question qui est au cœur du débat aujourd'hui. Il me semblait donc important en tant que responsable politique de l'accueillir et d'y participer. Bien évidemment, comme le disait Benjamin Desus dans une tribune récente de Politis, l'indépendance ce n'est pas la neutralité. Être indépendant, ce n'est pas partir de rien, au contraire c'est avoir des convictions affichées, assises sur des principes. Lorsque l'on prend conscience des approximations de Claude Allègre révélées par le livre « l'imposture climatique » de S Huet, on se pose immédiatement la question des principes qui sous tendent ces propos. Pour moi, c'est le conservatisme scientifique qui est l'élément moteur de ces propos, un scientisme issu de la troi-

sième république. Une pensée figée sur la rationalité et l'efficacité technique et technologique portée par la révolution industrielle de la troisième république. C'est vrai qu'elle a permis des progrès importants de niveau de vie des populations en occident, mais au prix de coûts énormes pour la planète et les pays du Sud. La socialdémocratie dont se réclame Allègre est issue de ce mode de pensée dépassé.

On sait en effet aujourd'hui que les questions posées sont celles liées à un monde fini, avec l'épuisement des ressources et l'absence de solution d'élimination des déchets qui envahissent notre planète (notamment les gaz à effet de serre), mais aussi avec l'atteinte d'une limite dans les gains de productivité qu'on peut attendre du travail. Cette pensée qui ignore la portée politique de l'écologie en tant que mouvement subversif et outil de ré-analyse au service d'un nouveau projet de société est donc foncièrement conservatrice.

Ne nous y trompons pas. Aujourd'hui les médias eux-mêmes sont tenus par des sociétés qui ont intérêt au bon fonctionnement de la machine productiviste. Ils sont donc aveugles aux conséquences de ces pratiques sur nos modes de vie actuels et futurs.

C'est pourquoi des journaux qui comme Politis, Médiapart, Rue 89, Alternatives économiques, et autres, m'apparaissent comme révolutionnaires puisqu'ils tentent de prendre pleinement en compte cette nouvelle donne en contrepoint de l'attitude de conservatisme politique qui sous tend, derrière le discours scientifique, les propos d'un Allègre. C'est dire l'intérêt que je porte, en tant que citoyen et responsable politique, au débat d'aujourd'hui.